

## La modernisation de l'agriculture roumaine : une dynamique cruciale encore peu engagée

Minoiu Zaharia D.

*in*

Jouve A.-M. (ed.).  
La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)

Montpellier : CIHEAM  
Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29

1997  
pages 109-116

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971507>

To cite this article / Pour citer cet article

Minoiu Zaharia D. **La modernisation de l'agriculture roumaine : une dynamique cruciale encore peu engagée.** In : Jouve A.-M. (ed.). *La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 109-116 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# La modernisation de l'agriculture roumaine : une dynamique cruciale encore peu engagée

Dorina Minoiu Zaharia

Institut d'Etudes et Recherches pour l'Economie de l'Agriculture, Bucarest (Roumanie)

**Résumé.** L'agriculture roumaine se trouve, aujourd'hui, à la fin du XXe siècle, dans une période de modernisation profonde de son modèle de production, mettant en cause les anciennes structures agraires collectivistes et étatiques, incompatibles avec les principes et les rigueurs du marché. La modernité change foncièrement le contenu, l'échelle et le sens du modèle. La réforme foncière a produit trop de propriétaires orientés vers une stratégie d'autosubsistance familiale et peu d'entrepreneurs orientés vers le marché.

L'émergence d'une classe d'agriculteurs entrepreneurs reste une question d'avenir, sa dynamique étant pour l'instant timidement soutenue par le biais d'une véritable politique d'encadrement étatique.

**Mots clés.** Transition plan-marché - Eclatement socio-économique - Décapitalisation - Décollectivisation - Réforme foncière - Structure de propriété - Structure d'exploitation - Modèle de production - Agriculture d'autosubsistance.

*«Emprunter la voie démocratique d'une économie de marché tout en affrontant une grave crise socio-économique et une crise de l'environnement, tel est le défi relevé par les pays de l'Est depuis 1989».*

*Krystyna Vinaver, 1992*

## I – La transition : période de déstructuration et restructuration économique

L'engagement d'une politique de modernisation de l'agriculture privée en Roumanie est une alternative inscrite dans un changement systémique radical : le passage de l'économie administrée à l'économie de marché associée à l'Etat de droit.

Dans un laps de temps très bref, la logique de régulation du système antérieur est inversée : on passe d'une économie de pénurie «régulée» par une répartition administrée des biens, à une économie libérale, fondée sur des rapports marchands. Cette période de décomposition de l'ancienne économie administrée dite de «transition» est un processus d'un type et d'une ampleur sans précédent historique.

## II – Ancrage théorique

La transition, en tant que telle, «est dépourvue de théorie globale de référence préétablie qu'on puisse considérer comme vraiment adéquate au plan explicatif, prédictif et propositionnel» (Pouliquen, 1993). Cela rend très difficile toute prise de décision concernant l'adaptation des anciennes structures agraires collectivistes et étatiques aux exigences actuelles des institutions et des mécanismes spécifiques de l'économie de marché.

Donc, ce n'est pas par hasard que cette période de décomposition de l'ancienne économie administrée est assortie d'un éclatement tendanciel de la production agricole dès ses débuts et emprunte des voies dont la viabilité à terme est encore très incertaine.

### III – L'éclatement socio-économique : vue d'ensemble

Dans la période 1989-1994, l'économie roumaine est caractérisée par la détérioration des variables macro-économiques fondamentales : le Produit Intérieur Brut (PIB), le chômage et l'inflation. Le PIB a été très affecté par la baisse de la valeur ajoutée dans tous les secteurs de production de biens et services (dans l'industrie, le transport et le commerce, en particulier).

Ainsi, le PIB a fortement chuté dans les années qui ont suivi le changement du régime : il a diminué d'environ 25% entre 1990 et 1993 avec une faible amélioration en 1994, la chute étant d'environ 22,4% (Tableau 1). Cette baisse est essentiellement due à la chute de la production industrielle.

**Tableau 1. L'évolution du Produit intérieur brut (PIB), du produit intérieur brut agricole (PIBA) et de la Production agricole (PA)**

Spécification	1989 = 100				
	1990	1991	1992	1993	1994
PIB	94,4	82,2	74,0	75,0	77,6
PIB/habitant	94,2	82,1	75,2	76,2	79,0
PIBA	139,4	122,9	103,0	115,4	119,1
PIBA/habitant	139,1	12,7	104,6	117,4	121,3
PA	97,1	97,8	84,8	95,7	95,9
PA/habitant	96,8	97,7	86,1	97,1	97,7

Source : Calculs IEA-INCE, Bucarest, 1995.

L'inflation a atteint près de 295% en 1993 et commence à ralentir en 1994 et 1995. Le chômage concerne environ 10% de la population active mais l'on peut observer de fortes disparités entre les régions et il est fort probable qu'un chômage caché important existe, surtout dans les entreprises à capital prépondérant d'Etat.

### IV – L'agriculture roumaine : des tendances inquiétantes

La part de l'agriculture dans le PIB reste importante, passant de 14,2% en 1989 à 18,9% en 1994. Néanmoins, le déclin de l'agriculture, moins important que celui de l'économie nationale a compensé la baisse du PIB total.

#### 1. La décapitalisation

L'évolution du PIB total n'a pas constitué un environnement économique favorable à l'élargissement du marché interne des produits agro-alimentaires et à l'accumulation du capital dans l'agriculture.

**Tableau 2. La valeur ajoutée et la formation nette de capital fixe en agriculture**

Spécification	1989 = 100				
	1990	1991	1992	1993	1994
Production agricole finale	107,0	106,1	84,8	95,3	95,50
Consommations intermédiaires	73,6	81,1	77,6	88,1	89,90
Valeur ajoutée brute	139,4	128,8	92,7	103,1	106,20
Investissements bruts	63,0	24,7	20,2	14,5	7,25
Investissements nets (la formation nette du capital fixe)	59,9	23,5	19,2	13,8	6,90

Source : Calculs IEA-INCE, Bucarest, 1995.

Au contraire, il y a eu un processus de décapitalisation du secteur agricole, entretenu par le manque d'opportunités d'investissements nets du capital, qui en 1994 représentaient seulement 6,9% par rapport à l'année 1989.

La production agricole dans son ensemble a connu une récession tendancielle après 1987 et, plus particulièrement, en 1991 et 1992. Les deux dernières années (1994 et 1995), la tendance s'inverse et l'on note une augmentation respectivement de 12,4% et de 15% de la production agricole par rapport à la période précédente.

La production végétale est dominante. Notons qu'elle est brusquement passée à 66% de la production agricole en 1991, alors qu'elle représentait aux alentours de 54% les années précédentes. Mais, ce résultat est essentiellement lié au déclin de la production animale. En matière de production végétale, les céréales (notamment le blé et le maïs) sont prépondérantes. Celles-ci continuent à occuper plus de 65% des surfaces cultivées.

## 2. La balance commerciale négative

Alors qu'avant le changement de régime, la Roumanie avait plutôt tendance à être exportatrice nette de produits agricoles, la balance commerciale des produits alimentaires est devenue négative à partir de 1990. Les produits qui étaient traditionnellement exportés par le passé sont maintenant importés (par exemple les céréales : 2 millions de tonnes en 1993).

Tableau 3. Evolution du commerce des produits agro-alimentaires (millions d'US\$)

Spécification	1989*	1990*	1991*	1992*	1993**	1994**
Exportations	526,8	82,2	246,5	289,5	328,7	397,9
Importations	366,8	1121,2	771,1	988,2	966,8	664,2
Balance commerciale agro-aliment.	+160	-1039	-525	-699	-638	-266

Source : \* OCDE, 1994 ; mémoire de DEA, Anne Pinet, 1993 ; \*\* *Ministerul comerului*, 1995.

Les importations massives de produits agro-alimentaires de base ont progressivement remplacé les importations de matières premières et de produits énergétiques.

## V – La modernité change de contenu : retournement d'échelle et de sens

A présent, dans tous les pays de l'Europe centrale et de l'Est, la référence à la modernisation de leur agriculture est devenue le leitmotiv des réformes agraires engagées. Elles consistent en un ensemble de politiques qualifiées par J.Y. Potel (1993) «*de métaphores inversées de l'ère précédente*» : (dé)collectivisation, (dés)étatisation, (dé)monopolisation, (dé)subventionnement, (dés)intégration, (dé)composition... Et la liste n'est pas exhaustive, cette (dé)structuration profonde et quasi totale d'un système ne concernant pas seulement la sphère économique, mais aussi les sphères politique et sociale. En légitimant la remise en cause des structures héritées du modèle collectiviste, cette tournure historique démontre le caractère utopique du projet collectiviste qui consistait, lui aussi, à faire «*table rase*» du passé (Maurel, 1994).

Au-delà des réflexions à forte connotation idéologique, je tenterai, dans cette communication, de présenter le contenu actuel, l'ampleur, les principes et l'importance du processus de modernisation de l'agriculture roumaine dans la période de transition plan-marché.

Tout d'abord, comme il est facile de le supposer, l'échelle de la modernisation de l'agriculture roumaine est sectorielle, mais les changements des formes sociales de production s'opèrent à l'échelle locale en demandant, foncièrement, un nouvel environnement économique et institutionnel.

Les principes qui constituent les fondements de la modernité dans le secteur productif agricole sont, au moins en théorie et en discours politiques, les suivants :

- la liberté de l'initiative des producteurs privés qui s'efforcent de s'adapter aux règles de la concurrence ;
- l'intervention de l'Etat par le biais d'une politique agricole cohérente et active d'encadrement de nouveaux acteurs du secteur productif agricole afin d'accroître la productivité du travail et de la terre.

La modernisation de l'agriculture roumaine s'opère à partir d'une hypothèse centrale : les structures héritées du passé n'ayant plus d'avenir, sont, à court terme, incapables de s'adapter à une attitude productiviste entrepreneuriale, produire pour vendre, qui leur était, d'ailleurs, par nature étrangère.

L'objectif à moyen et long termes du processus de modernisation de l'agriculture roumaine est, sans aucun doute, l'émergence d'une classe d'agriculteurs-entrepreneurs capables de répondre aux exigences des consommateurs semblables à celles des occidentaux et de créer les conditions d'intégration de l'agriculture roumaine aux structures européennes.

## VI – Les limites et les contraintes structurelles

Les innombrables observations empiriques menées au niveau local ont conduit à déceler les contraintes et les limites de la modernisation du secteur agricole, surtout à court terme.

### 1. Le foncier et les structures de propriété

On sait bien que, à l'origine de ces contraintes et bouleversements, se trouve la loi n°18 du fonds foncier, votée le 16 février 1991, qui constitue la base juridique de la réforme foncière en Roumanie.

La reprivatisation de l'agriculture a inversé la structure de propriété, le secteur privé demeurant, cette fois-ci, prépondérant. Il détient 70% de la superficie agricole et 80% de la superficie arable, entre 51% et 90% des animaux et 45% des tracteurs, assurant plus de 80% de la production agricole.

Tableau 4. La structure de propriété foncière en Roumanie (1000 ha)

Superficie	1989	%	1994	%
<b>Agricole totale</b>	14 759	100	14 798	100
secteur d'Etat	4 134	28	4 426	30
secteur coopératif	8 602	58	-	-
secteur privé	2 023	14	10 372	70
<b>Arable totale</b>	9 458	100	9 338	100
secteur d'Etat	1 964	21	1 834	20
secteur coopératif	6 578	70	-	-
secteur privé	916	9	7 504	80

Source : *Politica agricola in perspectiva aderarii la Uniunea Europeana*, Bucarest, 1995.

La propriété d'Etat est faiblement présente en agriculture mais demeure dans les structures d'amont et d'aval, ce qui constitue un facteur contraignant de la modernisation.

### 2. L'émergence des nouvelles structures d'exploitation

En Roumanie, le démantèlement brutal des structures collectivistes a eu comme résultat la reconstitution d'une « agriculture paysanne à côté des structures néocollectivistes » (Maurel, 1995) (les associations) et des structures étatiques héritées mais juridiquement amendées. Ainsi, les grandes coopératives agricoles de production (CAP), qui détenaient 80% de la superficie agricole ayant une taille moyenne de 2 019 ha (inférieure, quand même, à celle des unités agricoles d'Etat, de 4 835 ha et 600 à 800 salariés), ont disparu.

Le retour au travail paysan individuel a déterminé le repli autarcique de nouvelles formes sociales de production sur l'autosubsistance familiale. En outre, le nouveau paysage des champs est étroitement linéaire, celui-ci ayant disparu totalement du paysage socialiste précédent.

Le retour des 5,6 millions de propriétaires fonciers a conduit à l'émiettement excessif de la terre en 20 millions de parcelles. Cela a des conséquences *a fortiori* négatives sur l'utilisation du machinisme agricole, des systèmes d'irrigation, des mesures de conservation du sol et, finalement, sur la productivité du travail et de la terre.

La structure de production agricole a changé radicalement, de sorte que, pour l'heure, coexistent trois formes d'exploitations agricoles pouvant succéder aux coopératives agricoles de production (Tableau 5) :

- ☐ l'**exploitation agricole individuelle**, sans recours à aucune forme de travail collectif, qui représente 53% des terres agricoles, proportion relativement forte par rapport aux pays voisins en transition ;
- ☐ les **sociétés agricoles** avec un statut fixe et une personnalité juridique, représentant 11% des terres agricoles ;
- ☐ les **associations familiales** qui reposent sur l'adhésion volontaire des propriétaires terriens et représentent 10% des terres agricoles.

Les deux dernières constituent des exploitations collectives plus ou moins stables, avec une durée de vie incertaine.

En réalité, seules les sociétés agricoles sont relativement stables; elles ont souvent pris le relais des anciennes coopératives et sont généralement dirigées par des agronomes qui constituaient l'équipe gestionnaire des anciennes CAP. Quant aux associations familiales, elles sont beaucoup plus instables : ce sont des associations de voisins ou de parents qui, émigrés en villes, confient à un paysan-parent le soin de cultiver leur terre.

### 3. Evolution régionale contrastée

Ces formes d'exploitations collectives issues du collectivisme évoluent différemment d'une zone à l'autre. Même si le collectivisme a été excessivement présent dans les plaines, on observe une nette opposition entre l'évolution des nouvelles formes collectives, selon les régions.

Par exemple, la nouvelle agriculture collective couvrirait la majorité des sols (94%) dans la Valachie orientale : c'est ainsi que dans les départements de Braila, Galati, Calarasi et Teleorman, la proportion des terres en exploitation collective est largement prépondérante (plus de 80% des terres). Il s'agit des départements où les structures collectivistes ont pratiquement éliminé l'exploitation individuelle. Avant la guerre, c'était aussi la zone de la grande propriété. Tout cet héritage contribue à expliquer les difficultés de la renaissance de l'exploitation à responsabilité individuelle dans cette région. C'est le contraire en Transylvanie et Banat où il n'y a aucun signe d'une telle évolution.

Tableau 5. La structure des exploitations agricoles en Roumanie

	1989	1994
<b>Superficie agricole</b>	14 759,0	14 798,0
<b>Sociétés commerciales agricoles à capital prépondérant d'Etat</b>		
nombre	433,0	627,0
superficie agricole (1000 ha)	2 093,4	1 808,0
taille moyenne (ha)	4 835,0	2 880,0
<b>Société agricole à personnalité juridique</b>		
nombre	-	3 970,0
superficie agricole (1000 ha)	-	1 770,6
taille moyenne (ha)	-	446,0
<b>Associations familiales</b>		
nombre	-	13 741,0
superficie agricole (1000 ha)	-	1 536,5
taille moyenne (ha)	-	112,0
<b>Exploitations individuelles</b>		
nombre	3 927,0	3 593,6
superficie agricole (1000 ha)	2 023,0	7 905,9
taille moyenne (ha)	0,5	2,2
<b>Coopératives Agricoles de Productions</b>		
nombre	4 260,0	-
superficie agricole (1000 ha)	8 602,0	-
taille moyenne (ha)	2 019,0	-

Source : *Politica agricola in perspectiva aderarii la Uniunea Europeana*, Bucarest, 1995.

#### 4. La naissance d'acteurs sociaux autonomes : mutation d'esprit encore lente

La décollectivisation ouvre sur un double changement des droits de propriété et des rapports sociaux de production. De nouveaux liens entre terre, capital et travail succèdent aux rapports de production collectivistes au sein des exploitations privatisées et celles-ci vont conditionner l'émergence de nouvelles formes sociales de production compatibles avec l'économie de marché.

La privatisation n'est que le premier pas dans le processus de restructuration, peut-être le moins difficile à mettre en oeuvre. Elle appelle la naissance d'acteurs sociaux autonomes, qu'il s'agisse d'exploitants familiaux ou de chefs d'entreprise et l'apparition de nouveaux rapports de production au sein des exploitations.

Ces dernières mutations progressent plus lentement que le transfert de la terre et du capital d'exploitation entre les mains des propriétaires. Les héritages des réformes agraires de l'après-guerre et de la collectivisation pèsent encore lourdement dans l'esprit et dans l'attitude des paysans (jusque-là salariés agricoles, très spécialisés).

#### 5. Des attitudes diverses de la part des producteurs agricoles

On est en mesure de dire que, seul, le rétablissement des droits de propriété sur la terre et sur le capital d'exploitation ne suffit pas pour susciter la vocation d'entrepreneur chez le paysan roumain. Ainsi, on peut distinguer, avec des différenciations plus ou moins grandes d'une région à l'autre, d'une commune à l'autre, plusieurs attitudes dominantes :

- une **attitude paysanne**, lorsque celui qui possède la terre n'envisage pas d'investissements majeurs à court ou moyen terme et destine sa production à l'autoconsommation familiale, en vendant éventuellement le surplus sur le marché du village ou de la ville la plus proche ;
- une **attitude intermédiaire d'exploitant-artisan** qui a des projets d'investissements généralement modestes et qui entend vendre le surplus de sa production, tout en laissant la priorité à la consommation familiale, dans le cadre d'une exploitation polyculturelle.
- une **attitude d'agriculteur-entrepreneur** qui a des projets concrets d'investissements et qui désire produire pour la vente.

Les deux premières attitudes sont les plus répandues et la troisième est la moins courante, car elle requiert des compétences et un savoir-faire et est générée par un projet. Ce projet est porté par une représentation de l'exploitation agricole, un modèle idéal auquel se réfère, plus ou moins explicitement, l'exploitant et/ou sa famille pour mettre en relation les facteurs de production dont il dispose : terre, capital d'exploitation, main-d'oeuvre salariale ou familiale. Or, la méconnaissance générale des mécanismes et des règles de fonctionnement de l'agriculture dans un environnement libéral ne permet pas à l'exploitant d'anticiper la situation économique et sociale de sa famille dans un contexte, pour lui, inédit.

#### 6. Modèle de référence inconnu...

Vers quel modèle de référence se tourneront les agriculteurs roumains ?

- vers l'agriculture de type capitaliste avec de grandes entreprises ?
- vers l'agriculture de type familial avec des exploitations de petite taille à responsabilité personnelle ?

#### 7. Modèle de production non défini

- Quel type d'exploitation émergera de la réorganisation des structures de propriété et d'exploitation ?
- Vers quelles formes sociales de production leur représentation et leur système de valeur les portent ?
  - «vers un modèle collectiviste qui repose sur le principe 'peu de travail, beaucoup de sécurité' ?
  - «vers un modèle coopératif amendé, ou réformé, fondé sur la participation des 'travailleurs actionnaires' au capital ?»

- «vers la petite exploitation paysanne définie en référence au passé : l'exploitation d'autrefois, ou le lopin élargi ?
- vers un modèle d'exploitation entrepreneuriale à responsabilité personnelle, associée à l'idée de responsabilité, de risque économique qu'il convient d'assumer ?» (M.C. Maurel, 1994).

Si le choix des formes sociales de production apparaît largement déterminé par les structures et les représentations héritées du collectivisme, la sélection sera faite par le marché qui opère un tri entre les exploitations efficaces, viables et reproductibles, et les autres vouées à la disparition.

## VII – Politique d'encadrement étatique : une exigence cruciale

La rapidité de ce processus de restructuration dépend certainement des politiques agricoles qu'on envisage de mettre en place afin d'assurer le développement et la consolidation de la propriété privée et des exploitations agricoles capables de produire en fonction des exigences du consommateur européen. Ces objectifs pourront être atteints au moyen de mesures de changement structurel dans l'agriculture, d'ajustements macro-économiques, de modifications institutionnelles et d'adaptations aux évolutions du marché unique européen dans la perspective d'adhésion de la Roumanie à ce marché.

C'est ainsi qu'on tente de dégager l'idée suivante : le passage de l'exploitation collective vers l'exploitation à responsabilité personnelle, modèle dominant en Europe occidentale, ne peut s'opérer directement et se généraliser dans l'immédiat. Ce processus est coûteux (il demande une protection et un financement), instable (il présente des formes transitoires plus ou moins stables, comme on l'a vu pour les associations familiales issues des formes collectivistes) et long (il demande beaucoup de temps selon l'observation des faits).

La généralisation d'une agriculture familiale nécessiterait la mise en place d'un réseau d'encadrement (service, conseils, crédits) et une organisation de producteurs indépendants pour la commercialisation des produits agricoles (coopératives, groupements de producteurs, organisations professionnelles).

En outre, ce processus de modernisation ne présente pas seulement un aspect économique, technique ou organisationnel, mais revêt, plus particulièrement, une dimension sociale. La question de l'avenir des masses rurales en Roumanie reste incertaine. Elle constitue l'obstacle majeur à la modernisation de l'agriculture et à l'adoption d'un modèle productiviste comparable dans ses structures comme dans ses performances à celui dominant en Europe occidentale. Or, si le modèle de la petite exploitation apparaît périmé aux yeux du plus grand nombre, il peut fonctionner comme un modèle refuge pour tous les ruraux qui perdraient leur emploi (à la suite des restructurations) et qui se trouveraient contraints de se replier sur une exploitation de subsistance.

Le poids relativement élevé de l'agriculture, tant en matière d'emploi (35% de la population active) que de contribution au produit interne brut (18,9% en 1994), n'est pas en soi un atout et révèle davantage les faiblesses structurelles de l'économie roumaine. L'hypothèse d'une mise à niveau rapide, par rapport aux standards occidentaux, semble être une utopie à court terme. Suite à l'ampleur des difficultés de restructuration, la modernisation de l'agriculture roumaine n'est pas tout à fait engagée.

### Références

- Constantinescu N.N. (1995). Costurile economice si sociale ale tranzitiei la economia de piata, *Economistul*, n° 637, 7 iulie.
- Leclerc B. von Hirschhausen (1994). L'invention de nouvelles campagnes en Roumanie. *L'Espace géographique*, n° 1.
- Maurel M.-C. (1994). La transition post-collectiviste : mutations agraires en Europe centrale, L'Harmattan, Collection "Pays de l'Est".
- Pouliquen A., Nidenberg S. (organisateur de la session) (1993). La fin du collectivisme à l'Est : une nouvelle donne pour l'Europe, *Economie rurale*, n° 214, session SFER, Paris, 20-21 mai 1992.
- Sivignon M. (1994a). Evolution de l'agriculture roumaine-Etat en mai 1994. In : *Les décollectivisations en Europe centrale et orientale : les acteurs face à la transition structurelle*.

- — (1994b). "Strategia dezvoltării agriculturii României în viziunea experților occidentali" et "Puncte de vedere exprimate de ASAS". *Agricultura României*, 28 ianuarie.
- — (1995). Politică agricolă în perspectiva aderării la Uniunea Europeană, Institutul Național de Cercetări Economice, București.
- Tataru V. (1995). Sistemul funciar național - Cheia de boltă în fundamentarea strategiei dezvoltării economice. *Economistul*, n° 637, 7 iulie.

